

**RAPPORT N°2022/2-24**  
**Au Bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi 08 Avril 2022**

**OBJET**

**AVENANT N° 3 AU MARCHÉ D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE PROJET DE REAMENAGEMENT ET D'EXTENSION DU PORT DE SAINTE-MARIE**

Le marché de conception réalisation relatif au réaménagement et à l'extension du port de Sainte-Marie, objet de la tranche conditionnelle 1 de l'AMO, a été notifié le 28 décembre 2018 avec les délais suivants :

- Délais de tranche ferme : 8 mois incluant la phase de conception et les travaux préparatoires de réaménagement du bassin existant
- Délais de la tranche optionnelle : 16 mois.

La tranche ferme du marché de travaux est réalisée à 100 %.

La phase conception (PRO) tranche optionnelle a été diffusée courant 2019 sur la base du programme actuel et d'évolutions de programme étudiées et traitées en phase conception dans le cadre de l'avenant n° 2 de l'AMO. Le PRO relatif aux ouvrages maritimes a été accepté fin 2019. Le PRO relatif aux travaux terrestre étant suspendu aux décisions concernant les adaptations du programme des travaux terrestres.

Les travaux des ouvrages maritimes ont démarré en décembre 2019. Ils se sont poursuivis en mode dégradé durant la crise COVID pour reprendre mi 2020, dans des conditions marines dégradées, en période d'alizé.

L'avenant n°2 au marché de Conception Réalisation a été signé par le mandataire du groupement de travaux GTOI, en date du 23/11/2020 avec

- une évolution des prestations et du montant des travaux front bâti et portuaires
- une incidence globale sur le délai d'exécution du marché global de 12 mois et la mention d'une possibilité d'achèvement des travaux maritimes en mars 2021.

Cet avenant au marché de travaux intégrait les modifications du front bâti, l'impact de la crise COVID sur la durée d'exécution des travaux pour le groupement titulaire du marché de conception réalisation...

Cet avenant n°2 signé 8 mois après celui de l'AMO entraine des évolutions du marché d'AMO, non traitées par l'avenant n°2 du marché d'AMO.

Durant cette période, le marché de conception réalisation pour la réalisation des ouvrages a fait face à une situation imprévisible d'ensablement qui s'est aggravée de manière exponentielle, ce qui a conduit la commission nautique locale réunie le 8 juin 2021 à recommander la fermeture du Port.

La CINOR a pris un arrêté de fermeture le 11 juin 2021 pour une durée de 3 mois qui a ensuite été prolongée. L'entreprise a poursuivi les travaux de désensablement du chenal et les travaux maritimes durant cette période.

L'avenant n°3 au marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage présente les prestations complémentaires sur la mission dues aux modifications de programme, aux circonstances exceptionnelles d'ensablement et aux conséquences indirectes de la crise COVID.

Les sujétions techniques imprévues que sont la crise covid et l'ensablement exceptionnel ont ainsi entraîné des incidences sur le programme initial justifiant les missions complémentaires.

L'impact financier de cet avenant 3 est de 21 540 € HT, et porterait le total général du marché à 323 440 € HT, ce qui représente une augmentation de 22,74 %.

Aussi, je vous demande de bien vouloir :

- 1) Approuver l'avenant 3 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le projet de réaménagement et d'extension du port de Sainte-Marie

Le Président,  
Maurice GIRONCELO



**DECISION N°2022/2-24  
Du Bureau de la Communauté  
En séance du 08 Avril 2022**

**OBJET**

**AVENANT N° 3 AU MARCHÉ D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LE PROJET DE  
REAMENAGEMENT ET D'EXTENSION DU PORT DE SAINTE-MARIE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-24 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1 :**

D'approuver l'avenant 3 au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le projet de réaménagement et d'extension du port de Sainte-Marie

Nombre de votants : 11 (dont 2 procurations)

Suffrages exprimés : 11

Vote pour : 11

Vote contre : 00

Abstention : 00

**Madame Audrey BELIM, Monsieur Didier GOPAL, Monsieur Marcel PONY et Monsieur Hermann SAMBENOUN ne prennent pas part aux débats, au vote et quittent la salle**

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

**13 AVR 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

